

LE DEVOIR

Libre de penser

VIOLENCE ENVERS LES FEMMES AUTOCHTONES

Une commission d'enquête nationale ne serait pas nécessaire

8 mars 2014 | La Presse canadienne | Canada

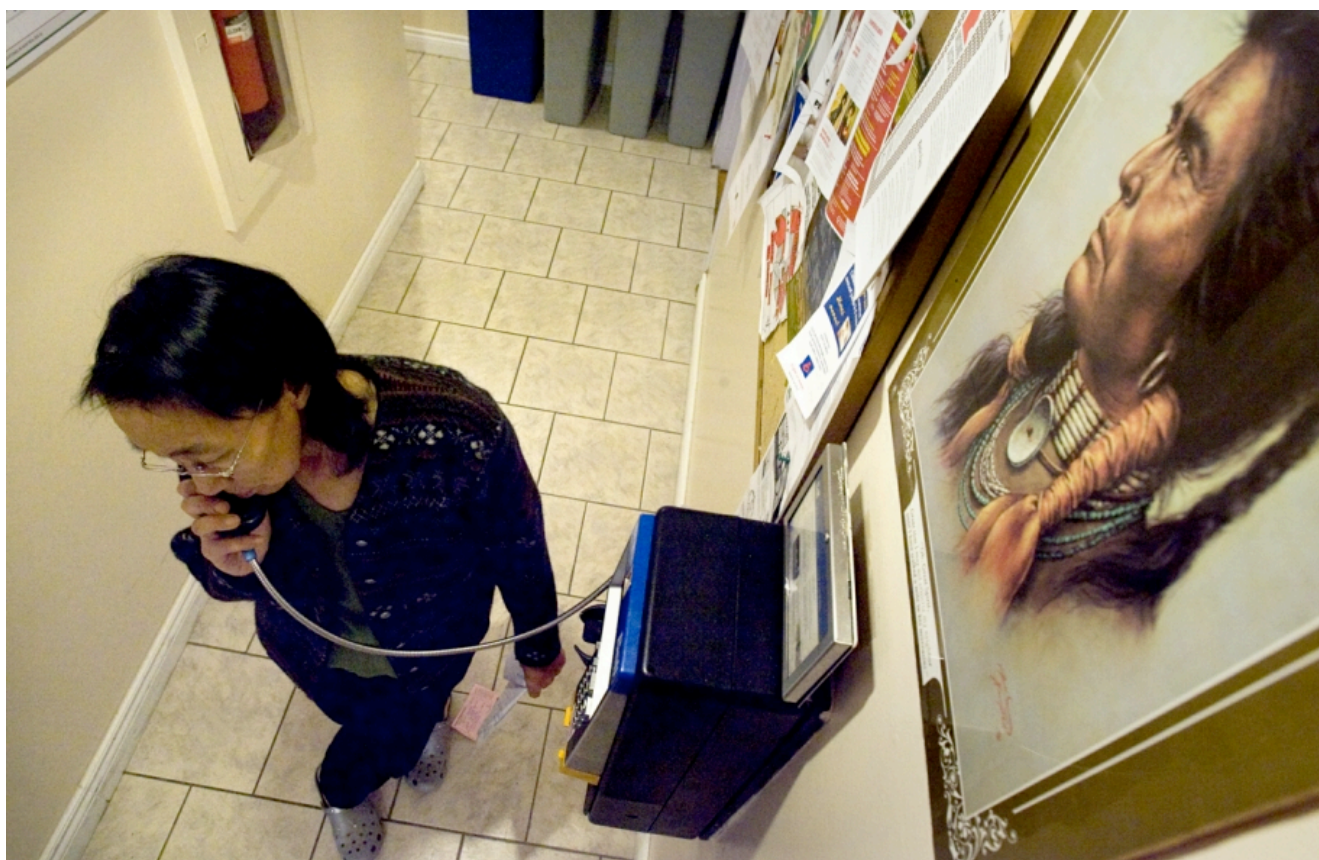


Photo : Annik MH De Carufel - Archives Le Devoir

Le comité presse cependant le gouvernement Harper de lancer une campagne de prévention et de sensibilisation à la violence faite aux filles et aux femmes autochtones canadiennes.

Ottawa — Le rapport d'un comité parlementaire spécial sur les meurtres et les disparitions de nombreuses femmes autochtones au Canada, déposé à la Chambre des communes vendredi, ne recommande pas la tenue d'une commission d'enquête publique.

Ce rapport a déjà été condamné par l'opposition, qui laisse entendre que le gouvernement ferme les yeux sur le problème.

Des membres du Nouveau Parti démocratique et du Parti libéral qui faisaient partie du comité ont réclamé la tenue d'une enquête publique et accusé les conservateurs d'avoir édulcoré le rapport final.

Parmi les recommandations du rapport, le comité presse le gouvernement Harper de travailler avec les provinces, les territoires et les municipalités afin de lancer une campagne de prévention et de sensibilisation à la violence faite aux filles et aux femmes autochtones canadiennes.

De plus, le rapport recommande que les autorités fédérales continuent à renforcer le système judiciaire de manière à s'assurer que les contrevenants et les récidivistes violents purgent des peines appropriées.

Mais aucune recommandation ne mentionne la nécessité de tenir une commission d'enquête nationale.

Les libéraux qui ont siégé au sein du comité affirment qu'ils espéraient que leur travail fournirait au gouvernement conservateur l'opportunité de démontrer son leadership.

Au lieu de cela, indiquent-ils, les familles des victimes — le chiffre pourrait atteindre 600 femmes — ont été abandonnées par le gouvernement, qui n'a pas voulu corriger « *un affront terrible et constant à la justice sociale* ».

Les libéraux affirment aussi que les recommandations du rapport, qui font souvent référence à des programmes gouvernementaux existants, ont visiblement été rédigées par des hauts fonctionnaires ou du personnel politique.

La porte-parole du NPD en matière d'affaires autochtones, Jean Crowder, qui faisait partie du comité spécial, a soutenu que les conservateurs ont produit « *un rapport consternant qui tente de nous faire croire que tout va bien* », et elle a réitéré ses demandes pour une commission d'enquête.

La ministre conservatrice du Travail et de la Condition féminine, Kellie Leitch, a réagi par voie de communiqué, affirmant qu'elle allait se pencher sur le rapport et « *formuler une réponse aux recommandations du comité en temps opportun* ».

Par Lee-Anne Goodman